



# Magouilles politiques, brutalités anti-sociales !

## Qu'ils s'en aillent tous !

Après la brutalité anti-sociale d'un pouvoir qui a voulu imposer le CPE contre la jeunesse, on assiste aux coups tordus entre ministres et candidats prétendants, dans l'affaire Clearstream. Ce n'est plus un gouvernement, c'est une guerre entre gangsters de la politique. Et le trust aéronautique EADS ajoute aux scandales politiques, dans lesquels il trempe, le scandale social : la fermeture brutale de sa filiale SOGERMA (Aquitaine), avec 1000 emplois détruits et 5000 autres à suivre. Voilà une firme franco-anglo-allemande qu'on nous présentait, il y a juste un an, avant le 29 mai 2005, comme le fleuron industriel de l'Europe avec l'Airbus A380, mais qui comprenait, parmi ses dirigeants, le « corbeau » de l'affaire Clearstream ! Monde des affaires et corruption politique font ainsi bon ménage : c'est le lobby militaro-industriel. N'est-ce pas la preuve flagrante que ce régime politique et cette société du profit et des pots-de-vin sont usés jusqu'à la corde ?

Il faut en finir au plus vite avec le trio Chirac-Villepin-Sarkozy et leur prétention à gouverner, alors que le pays les rejette dans les élections, comme dans la rue.

### DESAVOUÉS DANS LES URNES ET DANS LES LUTTES

Le quinquennat de Chirac est né le 5 mai 2002 sur la base d'un hold-up électoral. Le pays n'a pas élu Chirac (il faisait 19% le 21 avril 2002...), il a rejeté Le Pen. Il était dégoûté d'une gauche plurielle, soumise aux appétits de la finance, et d'un patronat arrogant !

Chirac et sa clique UMP sont des imposteurs. Ils ont méprisé la population et les jeunes mobilisés dans la rue contre Le Pen, le 1<sup>er</sup> mai 2002. Et ils ont subi une première raclée électorale en 2004. Puis, leur majorité à l'Assemblée nationale, qui avait approuvé la Constitution européenne, a été désavouée par le référendum du 29 mai 2005. Le simple respect de la démocratie aurait dû conduire cette majorité à partir. Mais le gouvernement Villepin-Sarkozy a choisi de gouverner par des ordonnances, par la brutalité des lois d'exception, notamment contre les quartiers populaires en novembre 2005. Il a tenté le passage en force du CPE.

Cela suffit ! Si on ne veut pas que le Front national, fasciste se nourrisse de la décomposition du système politique, l'urgence est de préparer, par un mouvement d'ensemble, les conditions pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale et imposer de nouvelles élections générales, avec la proportionnelle intégrale.

### CONTRE LA V<sup>ÈME</sup> REPUBLIQUE EN FAILLITE, UNE NOUVELLE DEMOCRATIE

Derrière Chirac et sa bande, c'est un régime despotique qui est en cause. La V<sup>ème</sup> République est basée sur le pouvoir personnel, gangrène de la démocratie. Le pouvoir présidentiel est exorbitant : tout commence et tout finit à l'Élysée, comme le montre très bien le scandale Clearstream. Les élus sont à la botte du pouvoir exécutif. Le quinquennat n'a fait qu'accélérer le bal des prétendants au trône, qu'ils soient de droite ou de gauche, comme en témoignent les coups de Jarnac Sarkozy-Villepin et la foire d'empoigne des « présidentiables » du PS.

Un bon coup de balai s'impose !

### L'URGENCE SOCIALE AVANT TOUT !

Ce que la population, les salariés, les chômeurs, les jeunes, attendent d'abord, c'est qu'on réponde à la crise sociale. Qu'on en finisse avec les licenciements, qu'ils soient collectifs (SOGERMA, DIM) ou pour motifs personnels (les 3/4 des licenciements), avec l'insécurité sociale permanente, avec des salaires qui ne permettent pas de sortir de la pauvreté, avec la destruction des services publics (énergie, eau, hôpitaux, gaz, poste, chemins de fer...) qui apportent égalité et solidarité.

La LCR est convaincue qu'on ne peut pas changer les mœurs politiques dégradées sans changer la société dominée par la course au profit. Sans une rupture anti-capitaliste !

Le 22 mai 2006

---

### Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Téléphone : ..... Email : .....